

PROJET Si Paris décroche l'organisation de l'Exposition universelle de 2025, un an après de possibles J.O., c'est à Saclay que sera érigé le Village global.

Le Village global s'apparente à un grand globe terrestre de 127 mètres de diamètre qui permettra aux internautes du monde entier de se connecter entre eux. SENSUAL CITY STUDIO



CLAIRE BOMMELAER
cbommelaer@lefigaro.fr

Après quatre heures de délibération, mercredi matin, c'est finalement le site de Paris-Saclay, dans l'Essonne, qui a été choisi pour accueillir le « Village global » de l'Exposition universelle de 2025... si tant est que les instances internationales valident la candidature de la France, en novembre 2018.

La Plaine de l'Ouvecq (75), le Triangle de Gonesse (95) et Val d'Europe (77) avaient également tenté leur chance, espérant pouvoir héberger sur leurs terres cette structure porte-drapeau, vers laquelle afflueront les 45 à 60 millions de visiteurs attendus en 2025, attirant par là même les regards et permettant de s'ancrez dans le Grand Paris. « Avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les centres de recherches de grandes entreprises ou de l'Université, l'École polytechnique et, bientôt, l'École normale supérieure, Saclay est déjà un écosystème extraordinaire pour les sciences et donc, pour la connaissance », explique François Durouvat, président du département de l'Essonne. « Si le pays est choisi, nous donnerons une image enthousiasmante de la France. » L'ouverture de la ligne 18, ainsi que l'engagement du plateau de Saclay de transformer les installations en campus après 2025 ont aussi pesé dans la balance.

Le Village global s'apparente à un grand globe terrestre de 127 mètres de diamètre. Inspiré du projet d'Elisée Reclus de 1900, la sphère permettra aux internautes du monde entier de se connecter entre eux et de « poster » des informations sur leur culture et leurs savoir-faire. Autour, des pavillons internationaux s'érigeront. Le Village se veut le plus futuriste possible. « Longtemps, le progrès fut la force qui rassemblait, et nous avons vécu avec la croyance que demain serait mieux qu'aujourd'hui. Mais



cette confiance, presque aveugle, est rompue, estime l'académicien Erik Orsenna, un des ambassadeurs de la candidature française. L'Exposition 2025 ouvre la possibilité d'y croire. »

« La double réussite »
Alors que Paris est quasiment assuré d'accueillir les Jeux olympiques - en 2024 ou 2028 -, la France espère organiser, un an plus tard (ou trois ans plus tôt, selon la décision du comité olympique), une Exposition universelle. Elle se bat pour l'instant contre trois autres pays et trois autres projets : celui d'Ekaterinbourg, en Fédération de Russie, celui de Bakou, en Azerbaïdjan, et celui d'Osaka, au Japon (lire ci-dessous). Après un démarrage en trombe, la candidature française a traversé un trou d'air, en dépit des efforts du comité ExpoFrance 2025, pour mobiliser les troupes. Sur fond de calendrier électoral compliqué, qui a canalisé les énergies politiques pendant des mois, le comité a peine à s'imposer dans le débat public. Mais le dossier se présente désormais sous de meilleurs auspices, dans les esprits français à tout le moins.

Si personne n'imaginait, il y a seulement un an et demi, que l'on puisse organiser des Jeux olympiques et une exposition universelle dans un court laps de temps (au point de commander des sondages sur la préférence des Français), ce n'est plus le cas aujourd'hui.

« Nous nous sommes desinhibés. Deux grands événements internationaux monteraient que le pays a de nouveau confiance en lui, en dépit de la conjoncture économique et des attentats », affirme Jean-Christophe Fromantin, maire de Neuilly-sur-Seine et à la tête du comité ExpoFrance 2025.

Ministre de l'Économie, Emmanuel Macron avait mouillé sa chemise pour rassembler à la Fondation Vuitton, puis à Bercy, des mécènes et des entrepreneurs partenaires, sans lesquels la France n'aurait eu aucune chance de bâtir une candidature solide : entre les actions de lobbying, les voyages en France ou ailleurs pour convaincre, la mobilisation des régions et de jeunes étudiants, la préparation d'une candidature réclame temps et argent. « Le président nous a aidés par le passé, il est toujours derrière

d'Osaka. La région du Kansai, où cette ville est située, compte 22 millions d'habitants. Le pays a déjà commencé à revoir son réseau ferroviaire et à élargir ses routes pour que le lieu soit desservi. »

EKATERINBOURG (Fédération de Russie)

Située dans la partie centrale du continent eurasiatique, Ekaterinbourg veut « changer le monde, grâce à l'innovation et à la qualité de vie ». Le 14 juin, l'auditoire a compris qu'Ekaterinbourg voyait l'Expo 2025 comme un catalyseur pour son développement, et l'affirmation de sa singularité par rapport à Moscou. La ville, implantée dans une vallée, est au seuil de l'Europe et de l'Asie, ce qui la rend visuellement singulière. « L'exposition permettrait de pré-

senier le visage de la nouvelle Russie », estime le gouverneur d'Ekaterinbourg, Evgeny Kuyvashev.

BAKOU (Azerbaïdjan)

Placée sur l'ancienne route de la soie, Bakou est « l'une des plus belles villes au monde », selon l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, Elchin Amirbayov, qui a présenté son projet pour 2025, baptisé « Capital human ». Les images, un brin kitsch de la ville et ses bâtiments contemporains, mettant brièvement en scène Vladimir Poutine, donnent une image plus contrastée que celle de la seule beauté. Mais la victoire de Bakou serait « un geste d'encouragement pour tous les pays jeunes et indépendants et l'esprit de tolérance de notre pays », a plaidé l'ambassadeur. ■ C.B.

Des concurrents qui ne manquent pas d'arguments

COMPÉTITION Outre la France, trois autres pays sont en lice pour l'organisation de l'exposition universelle de 2025. Ils ont été auditionnés le 14 juin dernier, devant l'assemblée générale du Bureau des expositions internationales (BIE). Deux autres rendez-vous sont prévus : l'un en novembre prochain, le second en juin 2018.

Les 169 pays membres du BIE voteront en novembre 2018. Chaque pays membre, quels que soient son poids et sa taille, dispose d'une voix.

OSAKA (Japon)

Lors de la première audition, Sadayuki Sakakibara, président du Comité pour l'Expo universelle 2025 et également président de la Fédération des organisations économiques japonai-

ses, a donné une impression d'extrême préparation et de volontarisme national. Le gouverneur d'Osaka, Ichirō Matsui, avait fait le déplacement à Paris et, dans une vidéo, le premier ministre Shinzo Abe exhortait les Japonais à être « tous des Osakiens ».

Les Japonais, qui ont déjà accueilli en 1970 une exposition, veulent mettre en avant « la société du futur et la vie de demain », ainsi que « diverses manières d'aboutir à un mode de vie sain pour le corps et l'esprit ». Pour cela, Osaka propose de mélanger une « société 5.0 », la robotique, l'internet des objets (IoT), le « big data », l'intelligence artificielle et le patrimoine (Kyoto, Nara, Kobe) pour mettre le tout « au service de l'humanité ». Le site principal, une île artificielle dite « du Rêve », serait situé à 10 kilomètres

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES

1889

L'Exposition universelle a pour thème « Le triomphe du fer » et attire 32 millions de visiteurs. La tour Eiffel, qui a nécessité deux ans de travaux, en est l'attraction principale : 30 000 visiteurs font l'ascension à pied pendant la semaine d'inauguration, 2 millions pendant l'Exposition. Quant au Palais des machines, il constitue une démonstration de force de l'essor industriel.

1900

Cette édition a pour thème « Bilan d'un siècle » et accueille 51 millions de visiteurs (La France compte alors 41 millions d'habitants). On lui doit certains bâtiments iconiques de Paris comme le Grand Palais, le Petit Palais, le pont Alexandre-III, la gare d'Orléans (aujourd'hui Musée d'Orsay) ou celle des Invalides.

1937

Portant le nom d'« Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne », l'événement attire 31 millions de personnes. Place de Varsovie, les pavillons du IIIe Reich (coiffé de l'aigle nazi) et de l'URSS (avec l'imposante statue reflétant les idéologies de l'époque. On lui doit notamment le Palais de Chaillot et le Musée d'art moderne.

30 millions d'euros

ont été nécessaires pour bâtir la candidature française. L'événement en lui-même s'autofinancera.